

ARRÊTÉ N° 2024/015
AUTORISANT LE DEVERSEMENT
TEMPORAIRE DES EAUX D'EXHAURE

SA IRP HLM
46 RUE DU COMMANDANT LOUIS
BOUCHET
92360 MEUDONT-LA-FORET
SIRET : 559 896 535 00015

Pour ses installations situées 2 Avenue
de la Paix 93150 LE BLANC-MESNIL

Dans le réseau public d'assainissement
du territoire Paris Terres d'Envol

Coordonnées du demandeur
Madame Justine LECREUX
j.lecreux@hlm-irp.fr
01 46 30 95 39

Le Président de l'établissement public territorial PARIS TERRES D'ENVOL,

Vu les articles L1331-1 à L1331-10 et L1337-2 du code de la santé publique

Vu l'article L 213-10-2 du code de l'environnement modifié par l'article 84 de la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 ;

Vu les articles L. 2224-8, L. 2224-9, L3451-1, L3451-3, R. 2224-19 R. 2224-19-1, R. 2224-19-6 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n°2007-1467 du 12 octobre 2007 relatif au livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2kg/j de DBO5 ;

Vu l'arrêté ministériel du 24 août 2017 modifiant les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le règlement de service d'assainissement territorial adopté par délibération n° 152 du 13 décembre 2021

Vu le règlement d'assainissement adopté par le Conseil Départemental de Seine Saint Denis

Vu le règlement d'assainissement adopté par le Conseil d'administration du Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne (SIAAP) le 15 octobre 2014 qui définit les conditions et règles d'admissibilité auxquels sont soumis les déversements d'effluents directs ou indirects de la zone de collecte du SIAAP

Considérant l'avis émis sur la demande d'autorisation de déversement par :

- Le département de la Seine Saint Denis en date du 11/04/2024
- Le SIAAP en date du 14/05/2024

ARRÊTE

ARTICLE 1 – OBJET DE L'AUTORISATION

SA IRP HLM
46 RUE DU COMMANDANT LOUIS BOUCHET
92360 MEUDONT-LA-FORET
SIRET : 559 896 535 00015

Dénommé **l'Etablissement** dans la suite du présent arrêté est autorisé dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux d'exhaure provenant du chantier de construction de 23 logements et d'un local commercial sur un niveau de sous-sol dans le réseau unitaire territorial de l'avenue de la Paix au Blanc-Mesnil qui rejoint le réseau unitaire départemental de l'avenue d'Aulnay au Blanc-Mesnil puis les ouvrages et installations du SIAAP.

L'Etablissement Public Territorial Paris Terres d'Envol est maître d'ouvrage du réseau territorial d'assainissement et responsable du service public d'assainissement territorial.
Dans la suite du document, il est dénommé **Paris Terres d'Envol**.

ARTICLE 2 – CARACTERISTIQUE DES REJETS

A. Prescriptions générales

Sans préjudice des lois et règlements en vigueur, les eaux rejetées doivent :

- Être neutralisées à un pH compris entre 5,5 et 8,5. En cas de neutralisation alcaline, le pH peut être compris entre 5,5 et 9,5 ;
- Être ramenées à une température inférieure ou au plus égale à 30°C ;
- Présenter un rapport de biodégradabilité (DCO/DBO5) inférieur à 2,5 ;
- Ne pas contenir de matières ou de substances susceptibles de :
 - Colorer anormalement les rejets
 - Porter atteinte à la santé du personnel qui travaille dans le système d'assainissement ;
 - Endommager le système de collecte et de transport, la station d'épuration et leurs équipements connexes ;
 - Entraver le fonctionnement de la station d'épuration des eaux usées et le traitement des boues ;
 - Être à l'origine de dommages à la flore ou à la faune aquatique, d'effets nuisibles sur la santé ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades...) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics ;
 - Empêcher l'évacuation des boues en toute sécurité d'une manière acceptable pour l'environnement.
- Respecter les prescriptions du règlement de service de l'Assainissement de l'Etablissement Public Territorial Paris Terres d'Envol, du règlement de l'assainissement Départemental du Conseil Département de la Seine-Saint-Denis et du SIAAP

B. Prescriptions particulières

Les eaux rejetées ne doivent pas contenir les substances visées par le décret n° 2005-378 du 20 avril 2005, ni celles figurant à l'annexe V de l'arrêté du 22 juin 2007, dans des concentrations susceptibles de conduire à une concentration dans les boues issues du traitement ou dans le milieu récepteur supérieure à celles qui sont fixées réglementairement.

Les eaux rejetées devront en particulier respecter les prescriptions particulières suivantes (réseau unitaire)

Paramètre	Concentration moyenne journalière maximale (mg /l)	Flux journalier maximal (kg/j)
Demande Chimique en Oxygène (DCO)	2 000 mg/l	720 kg/j
Demande Biologique en Oxygène à 5 jours (DBO5)	800 mg/l	288 kg/j
Matières En Suspension (MES)	600 mg/l	216 kg/j
Azote global (NGL)	150 mg/l	54 kg/j
Phosphore total (Pt)	50 mg/l	18 kg/j
Sulfates	400 mg/l	144 Kg/j
Chlorures	500 mg/l	180 kg/j

Quel que soit le réseau

Paramètre	Concentration moyenne journalière (mg /L)	Flux journalier maximal (kg/j)
Métaux totaux (Pb + Cu + Cr + Ni + Zn + Sn + Cd + Hg + Fe + Al)	15 mg/l	5,4 kg/j
Indice phénols	0,3 mg/l	0.108 kg/j
Cadmium (en Cd)	0,2 mg/l	0.072 kg/j
Benzène	0 mg/l	0 kg/j
Toluène	4 mg/l	1,44 kg/j
Éthylbenzène	1,5 mg/l	0,54 kg/j
Xylène	1,5 mg/l	0,54 kg/j
Manganèse	0,05 mg/l	0.018 kg/j
Mercure (en Hg)	0,05 mg/l	0,018 kg/j
Chrome hexavalent	0,1 mg/l	0,036 kg/j
Plomb et composés (en Pb)	0,5 mg/l	0,18 kg/j
Cuivre et composés (en Cu)	0,5 mg/l	0,18 kg/j
Chrome total (en Cr)	0,5 mg/l	0,18 kg/j
Nickel et composés (Ni)	0,5 mg/l	0,18 kg/j
Zinc et composés (en Zn)	2 mg/l	0,72 kg/j
Fer, aluminium et composés (en Fe + Al)	5 mg/l	1,8 kg/j
AOX	1 mg/l	0,36 kg/j
Composés Organiques Halogénés Volatils (COHV)	1 mg/l	1,8 kg/j
Hydrocarbures totaux	10 mg/l	3,6 kg/j
HAP	0,05 mg/l	0,018 kg/j
PCB	0,05 mg/l	0,018 kg/j

Les autres substances non listées ci-dessus doivent rester conformes au règlement du Service d'assainissement de l'Établissement Public Territorial Paris Terres d'Envol, du Service départemental de l'assainissement de la Seine-Saint-Denis et du SIAAP.

Toute autre substance doit rester conforme à la réglementation en vigueur, dans la branche d'activité ou les différents métiers de l'établissement. Par défaut, les valeurs de l'arrêté du 2 février 1998 et ses annexes seront prises en compte.

ARTICLE 3 – CONDITIONS TECHNIQUES DU DEVERSEMENT

Débit horaire : 10 m³/h à 15 m³/h
Débit journalier : 240 m³/j à 360 m³/j
Volume prévisionnel total : 64 800 m³

Nature des rejets

Le rejet d'eaux d'exhaure est demandé dans le cadre d'un projet de construction d'un immeuble de 23 logements et d'un local commercial sur un niveau de sous-sol.

Plan des réseaux internes de collecte

Le rejet se fera à travers le branchement existant d'une construction démolie avenue de la Paix.

L'Etablissement devra prendre toutes les dispositions nécessaires d'une part pour assurer que l'état de son réseau intérieur est conforme à la réglementation en vigueur et d'autre part pour éviter tout rejet intempestif susceptible de nuire soit au bon état, soit au bon fonctionnement du réseau d'assainissement, et le cas échéant, des ouvrages de dépollution, soit au personnel d'exploitation des ouvrages de collecte et de traitement.

L'Etablissement devra entretenir convenablement ses canalisations de collecte d'effluents et procéder à des vérifications régulières de leur bon état.

Produits utilisés par l'Etablissement

Un compteur de débit sans remise à zéro devra être installé en amont du point de rejet.

L'Etablissement devra se tenir à la disposition de Paris Terres d'Envol pour répondre à toute demande d'information quant à la nature des produits utilisés. A ce titre, les fiches « produit » et les fiches de données de sécurité correspondantes peuvent être consultées par Paris Terres d'Envol sur demande.

Traitement préalable aux déversements

L'Etablissement indique que les eaux d'exhaure transiteront par un bac de décantation lamellaire. Ce bac devra être d'une capacité suffisante pour permettre la décantation des eaux avant rejet au réseau public.

ARTICLE 4 – DUREE DE L'AUTORISATION

Le présent arrêté est délivré pour une durée de 6 mois à compter de sa date de signature. **L'Etablissement devra informer les gestionnaires de réseaux de la date de démarrage du rejet et fournir une photo horodatée si le passage sur site par les gestionnaires de réseaux n'est pas possible le premier jour du rejet.**

Si l'Etablissement désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande à la Direction de l'Eau et l'Assainissement de Paris Terres d'Envol, par écrit, 1 mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté.

En dessous de ce délai et si l'instruction de ce renouvellement se prolonge au-delà de la validité de la présente autorisation, la Direction de l'Eau et l'Assainissement se réserve le droit de faire interrompre le rejet le temps de cette instruction.

ARTICLE 5 – CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'établissement dont le déversement temporaire des eaux d'exhaure est autorisé par le présent arrêté est soumis au paiement d'une redevance d'assainissement collectif dont le tarif est fixé dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Pour les eaux d'exhaure rejetées au réseau territorial d'eaux usées, cette redevance est calculée selon les délibérations en vigueur sur la base d'une tarification des parts collecte, transport et traitement.

L'EPT Paris Terres d'Envol applique une redevance pour le rejet d'eaux claires dans le réseau unitaire sur la base de la délibération du Conseil Territorial du 12 décembre 2022 correspondant, à la date de signature du présent arrêté, à 0,52 € / m³ sur la commune du Blanc-Mesnil.

Comme le prévoit l'Article 35 du règlement de service d'assainissement départemental, approuvé le 13 février 2014, ainsi que le Règlement du Service d'Assainissement du SIAAP et celui de Paris Terres d'Envol, le calcul de la redevance se fera sur les données d'autosurveillances fiables et validées par les services. Les eaux rejetées au réseau d'assainissement devront être comptabilisées par l'entreprise. En cas de non-fourniture des éléments de comptage des eaux rejetées au réseau d'assainissement, les collectivités baseront le calcul de leur redevance sur le volume total autorisé, figurant à l'article 3 – CONDITIONS TECHNIQUES DU DEVERSEMENT – nature des rejets de la présente autorisation. **Aucune régularisation ne sera acceptée dans un délai de plus de 3 mois après la date de fin d'autorisation de rejet.**

Pour les eaux provenant du réseau d'eau potable, cette redevance est réputée payée dans le cadre de la facturation par le distributeur d'eau. L'établissement n'a pas fait de déclaration préalable à l'instruction du présent arrêté d'autorisation de déversement temporaire pour les eaux provenant du réseau d'eau potable permettant de justifier un volume déversé au réseau d'assainissement inférieur au volume d'eau consommé. Aussi, aucune demande dégrèvement ultérieure ne sera recevable.

Les eaux pluviales seront à déconnecter du comptage des eaux claires rejetées au réseau. Les rejets d'eaux pluviales ne donnent pas lieu à l'application d'une redevance.

ARTICLE 6 – AUTOSURVEILLANCE

L'Etablissement est responsable, à ses frais, de la conformité de ses rejets au regard des prescriptions du présent arrêté.

Chaque ouvrage et installation de prélèvement est équipé de moyens de mesure ou d'évaluations appropriées du volume prélevé.

Le titulaire devra mettre en place un programme de surveillance des rejets.

Le demandeur consigne sur un registre les éléments du suivi de l'exploitation de l'installation de prélèvement :

- Les volumes prélevés quotidiennement ;
- Les incidents survenus au niveau de l'exploitation.

Surveillance des dispositifs de traitement avant rejet :

Description des installations en place :

Chaque ouvrage de traitement sera inspecté à fréquence régulière, et entretenu de manière à être en permanence opérationnel suivant ses caractéristiques et ses performances annoncées. Un cahier d'exploitation sera tenu à jour pour chaque ouvrage. Chaque intervention ou vérification devra être consignée. Les bordereaux de suivi des déchets y seront conservés. Ce cahier sera tenu à disposition des agents des services publics de l'assainissement.

Entretien et élimination des déchets :

L'établissement a l'obligation de maintenir en permanence ses installations de prétraitement/récupération en bon état de fonctionnement. Pour cela, les regards de vidange doivent être parfaitement accessibles. Ils seront suffisamment grands pour permettre le nettoyage et les éventuelles opérations de maintenance à effectuer sur l'appareil.

Le bac de décantation des eaux d'exhaure devra être vidangé et curé régulièrement, en fonction de son utilisation et de sa capacité de rétention. Les boues stockées sur rétention doivent être évacuées en tant que déchets industriels spéciaux et confiés à une société agréée qui assurera leur élimination ou leur valorisation dans les conditions réglementaires en vigueur.

Les by-pass qui permettent d'isoler l'appareil doivent être évités.

Surveillance de la qualité des rejets :

Des mesures de débit, de pH et de température de l'effluent devront être effectuées journalièrement.

Les paramètres du tableau de l'article 2-B devront être analysés le premier jour du rejet puis à fréquence mensuelle en laboratoire agréé sur un prélèvement en un point représentatif du rejet global au réseau d'assainissement. Le paramètre Sulfates devra être analysé toutes les deux semaines.

Transmission des données obtenues :

En cas de non-conformité du rapport d'analyse transmis par le laboratoire, l'établissement devra arrêter le déversement et mettre en place un dispositif de prétraitement adéquat et bien dimensionné au regard de la pollution à traiter.

Ce programme d'autosurveillance pourra être modifié sur la période, en fonction des résultats obtenus.

Le rapport d'autosurveillance qui sera transmis sera accompagnée d'un bilan comportant :

- Le volume d'eau rejeté au réseau d'assainissement.
- Les résultats d'autosurveillance
- La consommation en eau potable pour chaque usage.

Il conviendra d'envoyer les résultats d'analyse des eaux aux gestionnaires d'assainissement dont les contacts apparaissent ci-dessous au plus tard dans le mois qui suit l'acquisition des nouveaux résultats d'analyses.

Contacts

Contact établissement	Téléphone	Courriel
EPT Paris Terres d'Envol	0 800 10 23 13	contact.usager@paristde.fr
Département de Seine Saint Denis DEA Bureau Qualité des Eaux 93 006 BOBIGNY Cedex	01.43.93.65.00	autosurveillance-rejet@seinesaintdenis.fr
SIAAP Direction Etudes Stratégiques et Prospectives Service Schéma Directeur Unité Eaux Usées Non Domestiques 2 rue Jules César 75589 PARIS CEDEX 12	Tél. : 01 44 75 69 29 01 44 75 61 56	arrete.deversement@siaap.fr

Contrôle

Paris Terres d'Envol, le Département de Seine-Saint-Denis et le SIAAP pourront effectuer, à leurs frais et de façon inopinée, des contrôles de débit et de qualité.

L'Etablissement facilitera l'accès des agents de Paris Terres d'Envol, du Département de Seine-Saint-Denis et du SIAAP, ou des personnes mandatées par ces services, à ses installations pour leur permettre d'effectuer toute inspection ou prélèvement nécessaire à l'exercice de leur mission de contrôle du bon respect des termes de la présente autorisation. Ces contrôles ont lieu de façon inopinée.

Paris Terres d'Envol, le Département de Seine-Saint-Denis et le SIAAP pourront faire supporter les frais du contrôle par l'auteur du déversement si au moins une analyse démontre que les eaux rejetées ne sont pas conformes aux prescriptions, sans préjudice des sanctions prévues dans le règlement d'assainissement.

Paris Terres d'Envol, le Département de Seine-Saint-Denis et le SIAAP (ainsi que les organismes et laboratoires d'analyse appelés à intervenir dans le cadre de ces contrôles) s'engagent à respecter le caractère confidentiel des résultats d'analyses, notamment pour préserver certains secrets de fabrication de l'Etablissement.

En cas de dégradation du réseau d'assainissement causée par la nature des effluents de l'Etablissement, sa responsabilité sera engagée entraînant le recouvrement des frais de remise en état de l'ouvrage.

ARTICLE 7 – NON-RESPECT DES CONDITIONS D'ADMISSION

L'Etablissement devra prendre les mesures nécessaires pour prévenir les risques de déversement de produits dangereux et pour limiter les conséquences d'un déversement accidentel.

L'Etablissement s'engage à alerter immédiatement Paris Terres d'Envol, ainsi que le Département et le SIAAP, en cas de risque :

- Soit d'un rejet non conforme, à la suite d'un dysfonctionnement du prétraitement éventuel ou non (mesures in situ, autosurveillance, observations...);
- Soit d'un rejet accidentel de produits toxiques ou corrosifs, ou susceptibles de provoquer des dégagements gazeux.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées par la présente autorisation, l'Etablissement est tenu de :

- Prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Paris Terres d'Envol, du Département de Seine-Saint-Denis et du SIAAP pour une autre solution ;
- Isoler son réseau d'évacuation d'eaux si le dépassement fait peser un risque grave pour le milieu naturel, ou sur demande justifiée de Paris Terres d'Envol, du Département de Seine-Saint-Denis et du SIAAP.

En cas de dépassement de seuil sur le paramètre sulfate établi à 400 mg/l, l'établissement devra mettre en place un détecteur d'H₂S au droit du rejet, afin de surveiller les émanations de gaz soufrés au réseau d'assainissement. Ce détecteur devra être accompagné d'une transmission de résultats à fréquence très courte et d'une alarme en cas du dépassement du seuil d'H₂S de 5 ppm.

Ce système devra être susceptible de stopper le rejet en cas de dégagement. Dans ce cas, l'établissement devra mettre en place un dispositif pour améliorer cette situation, soit par la mise en route d'un dispositif de prétraitement, soit par l'injection de réactif pour éviter les phénomènes de fermentation.

L'Etablissement précisera la nature et la quantité du désordre constaté. Il mettra tout en œuvre pour le faire cesser sans délai. Avant la reprise du rejet, l'Etablissement en demandera l'autorisation au gestionnaire après avoir démontré le retour à une situation normale et les moyens engagés pour éviter un nouveau dysfonctionnement.

Pour cette alerte, les contacts sont les suivants :

Etablissement Public Territorial Paris Terres d'Envol

Direction de l'Eau et l'Assainissement

0 800 10 23 13 – contact.usagers@paristde.fr

Département de Seine-Saint-Denis

Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Hydrologie Urbaine et Environnement
Bureau Qualité des Eaux
01 43 93 65 00

SIAAP

Permanence du SIAAP (24h/24 – 7j/7)
01 44 75 61 91 ou 01 44 75 68 76 - pc.saphyrs@siaap.fr

Si nécessaire, Paris Terres d'Envol se réserve le droit de :

- N'accepter dans le réseau d'assainissement territorial que la fraction des eaux correspondant aux prescriptions définies dans la présente autorisation ;
- Prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du ou des branchements en cause, si la limitation des débits collectés, prévue au a) précédent, est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ces cas, Paris Terres d'Envol :

- Informera l'Etablissement de la situation et de la ou les mesures envisagées, ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- Le mettra en demeure d'avoir à se conformer aux dispositions définies dans la présente autorisation avant cette date.

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par la Direction de l'Eau et l'Assainissement du fait du non-respect des conditions d'admission, en particulier, des valeurs limites définies par la présente autorisation, et ce dès lors que le lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par la Direction de l'Eau et l'Assainissement aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par la Direction de l'Eau et l'Assainissement et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par celle-ci.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Les contraventions à la présente autorisation feront l'objet d'un signalement écrit à l'Etablissement et seront poursuivies conformément aux lois.

ARTICLE 8 – CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement devra en informer Paris Terres d'Envol

Toute modification apportée par l'Etablissement, et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet, doit être portée à la connaissance de Paris Terres d'Envol. Une nouvelle autorisation de déversement au réseau public d'assainissement pourra alors être établie en tenant compte de l'évolution des activités du site, des modifications éventuelles apportées au système d'assainissement et de l'évolution de la réglementation en annulant de fait la précédente.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables aux services publics d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions de la présente autorisation pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive.

Une ampliation du présent arrêté sera adressée :

- Monsieur le Président du Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis
- Monsieur le Président du SIAAP
- Monsieur le Maire du Blanc-Mesnil

Fait à Villepinte, le 05 JUIN 2024

Bruno BESCHIZZA
Président de Paris Terres d'Envol
Maire d'Aulnay-sous-Bois



La prescription relative au paramètre Sulfates n'est pas respectée. La concentration mesurée est de 660 mg/l pour une valeur maximale autorisée de 400 mg/l. Il est rappelé à l'Etablissement qu'il devra se conformer aux prescriptions reprises dans l'article 7 du présent arrêté si des désordres étaient constatés sur le système d'assainissement, tels que des émanations de gaz soufrés engendrant un danger pour le personnel exploitant.

Les hydrocarbures totaux, certains COHV et certains HAP ont été quantifiés à des concentrations qui restent inférieures aux valeurs maximales d'acceptabilité dans le réseau d'assainissement et conformes à l'arrêté du 02/02/1998 en vigueur. Il sera demandé à l'établissement de rester particulièrement vigilant sur le suivi des résultats d'autosurveillance pour ces paramètres afin de stopper le déversement sans délai en cas de non-conformité. La reprise du déversement sera conditionnée par la mise en place d'un dispositif de prétraitement adéquat et de nouveaux résultats d'analyse conformes aux seuils imposés.

AL-West B.V.

Dorlandstraat 16B, 7418 BH Deventer, the Netherlands
Tel. +31(0)570 788110, Fax +31(0)570 788108
e-Mail: info@al-west.nl, www.al-west.nl



AGROLAB GROUP

Your labs. Your service.

n° Cde 938683 Analyse en eau résiduaire

N° échant.	Nom d'échantillon	Prélèvement	Site du prélèvement
712660	STR 20060	16.04.2020	

Unité 712660
STR 20060

Analyses Physico-chimiques

Conductivité à 25°C (Lab)	µS/cm	1990
pH (Lab)		7,5
Température	°C	19,9
Détergents anioniques	mg/l	<0,1 *
Fluorures (F)	mg/l	0,75
Azote Kjeldahl (NTK)	mg/l	<1,0
N-global	mg/l	23,0 **
Chlorures (Cl)	mg/l	51
Cyanures libres	mg/l	<0,002
Cyanures totaux	mg/l	<0,002
Indice phénol	mg/l	<2,0 ***
Nitrates - N	mg/l	23
Nitrites - N	mg/l	0,03
Phosphore total (P)	mg/l	0,08
Sulfates (SO4)	mg/l	660
Demande chimique en oxygène (DCC)	mg/l	19
DBO 5	mg/l	1
Méthode DBO	Jours	(2+5)
Chrome VI	mg/l	<0,005
Matières en suspension	mg/l	12

Prétraitement pour analyses des métaux

Minéralisation à l'eau régale		++
Métaux		
Aluminium (Al)	mg/l	0,12
Arsenic (As)	mg/l	<0,01
Cadmium (Cd)	mg/l	<0,0002
Chrome (Cr)	mg/l	<0,004
Cuivre (Cu)	mg/l	0,006
Etain (Sn)	mg/l	<0,03
Fer (Fe)	mg/l	0,11
Manganèse (Mn)	mg/l	0,028
Mercuré (Hg)	µg/l	<0,1
Nickel (Ni)	mg/l	<0,01
Plomb (Pb)	mg/l	<0,005

Les paramètres indiqués dans ce document sont accrédités selon ISO/IEC 17025:2005. Seuls les paramètres indiqués non accrédités sont signalés par le symbole -.-.

Kamer van Koophandel Directeur
Nr. 08110068 ggs. Marc van Gelder
VA/BTW-ID-Nr.: Dr. Paul Wimmer
NL 81132559 801

page 2 de 7



AL-West B.V.

Dortmundstraat 108, 7418 BH Deventer, the Netherlands
Tel: +31(0)570 788110, Fax: +31(0)570 788108
e-Mail: info@al-west.nl, www.al-west.nl



n° Cde 836683 Analyse en eau résiduaire

	Unité	712660 87820040
Métaux		
Zinc (Zn)	mg/l	0,005
HAP		
Acénaphthène	µg/l	<0,30 ^u
Acénaphthylène	µg/l	0,11
Anthracène	µg/l	0,077
Benzo(a)anthracène	µg/l	0,050
Benzo(a)pyrène	µg/l	0,044
Benzo(b)fluoranthène	µg/l	0,050
Benzo(g,h,i)pérylène	µg/l	0,036
Benzo(k)fluoranthène	µg/l	0,022
Chrysène	µg/l	0,094
Dibenzo(ah)anthracène	µg/l	<0,010
Fluoranthène	µg/l	0,19
Fluorène	µg/l	0,29
HAP (EPA) Somme	µg/l	1,8 ^u
HAP (6 BORNEFF) - somme	µg/l	0,37
Indéno(1,2,3-cd)pyrène	µg/l	0,028
Naphtalène	µg/l	<0,02
Phénanthrène	µg/l	0,60
Pyrene	µg/l	0,25
Somme HAP (VROM)	µg/l	1,1 ^u
Composés aromatiques		
Benzène	µg/l	0,5
Toluène	µg/l	<0,5
Ethylbenzène	µg/l	<0,5
m,p-Xylène	µg/l	<0,2
o-Xylène	µg/l	<0,50
Somme Xylènes	µg/l	n.d.
COHV		
Chlorure de Vinyle	µg/l	<0,20
Dichlorométhane	µg/l	<0,5
Trichlorométhane	µg/l	<0,5
Tétrachlorométhane	µg/l	<0,1
Trichloroéthylène	µg/l	3,9
Tétrachloroéthylène	µg/l	<0,1
1,1,1-Trichloroéthane	µg/l	<0,5
1,1,2-Trichloroéthane	µg/l	<0,5
1,1-Dichloroéthane	µg/l	1,0
1,2-Dichloroéthane	µg/l	<0,5
cis-1,2-Dichloroéthane	µg/l	7,1

Les paramètres indiqués dans ce document sont accrédités selon ISO/IEC 17025:2005. Seuls les paramètres/résultats non accrédités sont signalés par le symbole "u".

Kamer van Koophandel
Nr. 08110898
VAT/BTW-ID-Nr.:
NL 811132559 B01

Directeur
ppa. Marc van Gelder
Dr. Paul Wimmer

page 3 de 7



Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20240607-2024-015-AU
Date de télétransmission : 07/06/2024
Date de réception préfecture : 07/06/2024

AL-West B.V.

Dortmundstraat 16B, 7416 BH Deventer, the Netherlands
Tel. +31(0)570 788110, Fax +31(0)570 788108
e-Mail: info@al-west.nl, www.al-west.nl

**AGROLAB GROUP**

Your labs. Your service.

n° Cde 936683 Analyse en eau résiduaire

Unité 712660
07/2024**COHV**

Trans-1,2-Dichloroéthylène	µg/l	<0,50
1,1-Dichloroéthylène	µg/l	0,5
Somme cis/trans-1,2-Dichloroéthylènes	µg/l	7,1 *

Hydrocarbures totaux

Hydrocarbures totaux (C10-C40)	mg/l	0,83
Fraction C10-C12	mg/l	0,039 *
Fraction C12-C16	mg/l	0,24 *
Fraction C16-C20	mg/l	0,29 *
Fraction C20-C24	mg/l	0,16 *
Fraction C24-C28	mg/l	0,056 *
Fraction C28-C32	mg/l	0,030 *
Fraction C32-C36	mg/l	0,015 *
Fraction C36-C40	mg/l	<0,005 *

Composés Organohalogénés

AOX	mg/l	0,043
Polychlorobiphényles		
PCB (28)	µg/l	<0,010
PCB (52)	µg/l	<0,010
PCB (101)	µg/l	<0,010
PCB (118)	µg/l	<0,010
PCB (138)	µg/l	<0,010
PCB (153)	µg/l	<0,010
PCB (180)	µg/l	<0,010
Somme PCB (STI) (ASE)	µg/l	n.d.
Somme 7 PCB (Ballechmidt)	µg/l	n.d.

x) Les résultats ne tiennent pas compte des teneurs en dessous des seuils de quantification.

m) Etant donnée l'influence perturbatrice de l'échantillon, les limites de quantification ont été relevées.

mv) Les limites de détection/quantification ont été augmentées à cause de l'état de l'échantillon, n' autorisant pas de mesures sans dilution.

Explication: dans la colonne de résultats "<" signifie inférieur à la limite de quantification; n.d. signifie non déterminé.

Les incertitudes de mesure spécifiques aux paramètres et les informations sur la méthode de détermination sont disponibles sur demande, si les résultats communiqués sont supérieurs à la limite de quantification spécifique au paramètre.

Analyse des nitrates: le chlorure libre peut interférer avec la détermination des nitrates.

Analyse des nitrates: une teneur en chlorure supérieure à 100 mg/l peut avoir un effet négatif sur la teneur en nitrates.

La méthode d'analyse de la DBO5 est effectuée conformément à la norme en (5) jours ou (2 + 5) jours.

Remarques

712660 Indice phénol: La prise d'essai a été diminuée pour atténuer l'effet perturbateur de la turbidité de la matrice de l'échantillon.

Kamer van Koophandel
Nr. 08110896
VAT/GTW-ID Nr.:
NL 011132599 001Directeur
ppa. Marc van Gelder
Dr. Paul Wimmer

page 4 de 7



ANNEXE II : Prétraitement

- Traitement d'eau de fouille
- Intervention d'urgence
- Décantation efficace des MES
- Fonctionnement gravitaire



Principe

Le skid décanteur lamellaire permet une décantation efficace des matières en suspensions (MES). Compact et livré clé en main, il est adapté à une utilisation en extérieur.

Le Matériel

La structure sur skid en acier galvanisé permet une manutention facile sur site grâce aux anneaux de levage ou aux passages de fourches.

Ce skid se compose de :

- Un décanteur lamellaire 20 m³/h en PEHD
- Une goulotte de récupération des hydrocarbures
- Une sonde de niveau anti-débordement (prête à être câblée)
- Quatre brides DN50 avec vannes papillon pour vidange du skid ou soutirage de la boue
- Quatre vannes ¼ de tour pour détermination du niveau de boues
- Raccords entrée et sortie adaptables sur demande

Produits associés

- Une ou plusieurs pompes de chantier
- Des tuyaux souples équipés de raccords pompier DN50
- Skid séparateur 20 m³/h
- Pompe de soutirage de la boue
- Pompe de récupération des hydrocarbures purs
- Gaine Ø160 DN150 pour écoulement gravitaire



Caractéristiques

Débit maximal	20 m ³ /h
Volume du décanteur	5000 L
Volume du pack lamellaire	1200 L
Vitesse d'Hazen au débit maximum	1 m/h
Volume maximum de boues	1250 L
Encombrement L x l x h	3400 x 1500 x 2450 mm
Poids à vide	1100 kg
Connexion entrée	Bride DN65
Connexion sortie	Bride DN150



SulfiLogger™ S1/X1-1020 sensor

The SulfiLogger™ S1-1020 sensor continuously measures hydrogen sulfide (H₂S) directly in untreated wastewater or in the air above wastewater.

Please configure your sensor's measurement media and range.

Description

Reliable H₂S insights

The SulfiLogger™ H₂S sensor provides reliable insights into your H₂S challenge by continuously measuring H₂S directly in raw wastewater and in the air above. These unique insights – among other applications – enable you to pinpoint target areas for further H₂S mitigation, to permanently monitor critical hotspots, or to control chemical dosing stations.

Measure H₂S anywhere in sewer networks or at treatment plants

Built to withstand the harsh conditions found in sewer networks, the SulfiLogger™ sensor is designed to operate under anaerobic conditions and in up to 100% humidity. It is suitable for both permanent H₂S monitoring and portable sulfide mapping campaigns in the entire collection system and at wastewater treatment plants.

Data anywhere, anytime

The SulfiLogger™ sensor delivers continuous data directly into existing SCADA/PLC systems in real time using an analogue 4-20mA output, while the **PowerCom Box** accessory enables cloud data and battery-powered operation, effectively transforming the sensor into a self-contained sensor system that can operate in locations without SCADA connectivity.

Technical specifications

Measurement media

Wastewater

Air

Measurement range

Specified in the selection above

Max water depth

10 metres

Accuracy

+/- 5%

Detection limit

1% of full range

Response time

<25 seconds

Operating humidity range

0-100%

Operating temperature range

0 °C to +40 °C

(32 °F to +104 °F)

Storage temperature range

0 °C to +40 °C

(32 °F to +104 °F)

Design temperature range

-20 °C to +60 °C

(-4 °F to +140 °F)

Power input options

4-20 mA loop power

DC power (12-28 VDC)

Batteries*

Data output options

4-20 mA analogue signal

RS-232 digital signal

Cloud data*

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20240607-2024-015-AU
Date de télétransmission : 07/06/2024
Date de réception préfecture : 07/06/2024

Mechanical specifications

Length	240 mm (9.4 in)
Diameter	Ø48.3 mm / 1 ½" pipe
Weight	0.85 kg (1.9 lb)
Front design	Passive anti-fouling flush front for sensor submersion
Material	Stainless Steel EN 1.4404 (316L)

Mounting options

For installations directly in wastewater, we recommend you to use SulfiLogger installation accessories (found under "accessories" in the shop).

For more information about typical wastewater installations, we encourage you to check out our sensor systems configured specifically for use in manholes/reservoirs

Warranty

Warranty 1 year**

** 1 year standard warranty when used in accordance with the Installation Manual.

Certification

- ETL listed (cETLus marked) to Canadian and US General Safety and Hazardous (Class I, Div. 1) Locations.***
- ATEX, UKEX, and IECEx approved for use in Zone 0 Hazardous Areas (Ex II 1G Ex Ia IIC T4 Ga) ***

S1-series:



X1-series:



*** SulfiLogger™ X1 only. Certificates are available on sulfiglogger.com/support

Recommended accessories



Calibration kit



4-20mA/power cable



Cable guard



Crossbeam

Cloud data accessories



PowerCom Box (with 2 years data)

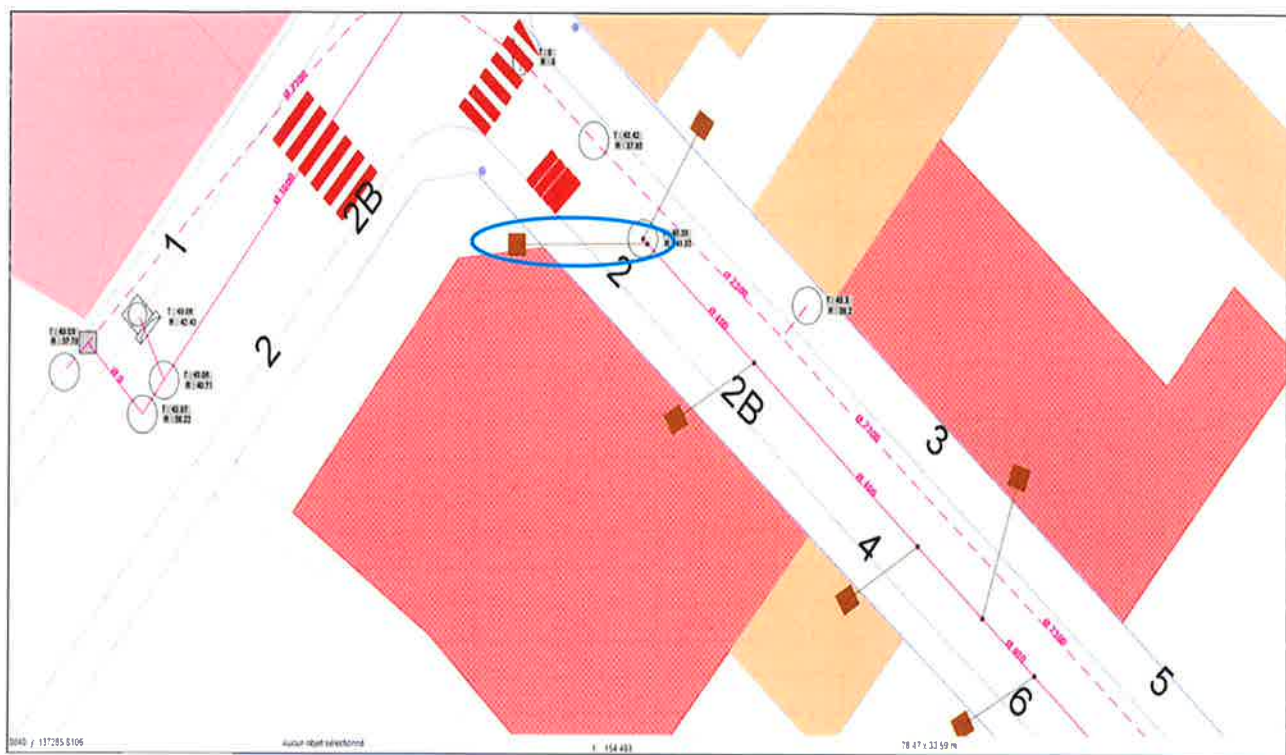


RS-232 cable



PowerCom Box batteries

ANNEXE III : LOCALISATION DU POINT DE REJET



Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20240607-2024-015-AU
Date de télétransmission : 07/06/2024
Date de réception préfecture : 07/06/2024

ANNEXE IV –Tableau de suivi analytique

Projet					
Titulaire	Commune	Arrete/convention de déversement du	autorisé par	type d'eau	débit autorisé
				eau process	
				rabattement de nappe	
				eau de ruissellement	
				...	

Suivis des rejets (concentration en mg/l)	Date de l'autosurveillance					
	débit réel (m3/j)					
	date début des rejets					
	cumul des volumes rejetés (m3)					
	MES					
	DCO					
	DBO5					
	NGL					
	Ptot					
	Alu					
	Fer					
	Chrome tot					
	Chrome VI					
	Cu					
	Ni					
	Pb					
	Zn					
	Hg					
	Métaux totaux					
	AOx					
	HCT					
	COHV					
	Sulfates					
	Indice phénol					
	PCB					
	HAP					
	PCB					
	TAC					
	date du prélèvement					
	Commentaires					